**ARRETE PORTANT LICENCIEMENT D’UN FONCTIONNAIRE, A L’EXPIRATION DES DROITS A CONGE DE MALADIE, AYANT REFUSE SANS MOTIF VALABLE LIE A SON ETAT DE SANTE SON NOUVEAU POSTE**

**De Monsieur *(ou Madame)*..., *(Grade)* ...**

 ***(Fonctionnaire titulaire affilié à la C.N.R.A.C.L.)***

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux notamment ses articles 17 et 35,

***Le cas échéant :*** *Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,*

Vu l'avis du Comité Médical en date du … se prononçant *(sur l’aptitude à la reprise sur un poste aménagé ou autre…)* sur l'inaptitude physique définitive de Monsieur *(ou Madame)* ... à l'exercice de ses fonctions,

Considérant que Monsieur *(ou Madame)* a épuisé ses droits à … *(congé de maladie ordinaire, de longue maladie ou de longue durée)*,

Considérant le courrier en date du … proposant à Monsieur *(ou Madame)* … le poste de …

Considérant l’avis du Médecin de prévention en date du …

Considérant que par courrier du …, Monsieur *(ou Madame)* … a expressément refusé le poste de reclassement *(ou le poste aménagé ou la nouvelle affectation)* pour des raisons non liées à son état de santé,

Vu l’avis de la Commission Administrative Paritaire en date du …

Considérant que Monsieur *(ou Madame)*... a été informé de son droit d’accès à son dossier individuel,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Monsieur *(ou Madame)* ..., *(Grade)* …, ayant refusé le poste qui lui est assigné, sans justifier d'un motif valable lié à son état de santé, est licencié*(e)* après avis de la commission administrative paritaire le … *(au plus tôt à la date de notification de cet arrêté)*.

**Article 2 :**

Le Maire (*ou le Président*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 3 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l’application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au receveur de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,